



## **RACHIDA DATI**

### **Après le mépris, les miettes !**

Rachida Dati a annoncé le 6 juillet un soutien financier de l'État de 6 millions d'euros supplémentaires en 2025 au secteur du spectacle vivant et des arts visuels dans le cadre du programme « *Mieux produire, mieux diffuser* ».

Cette enveloppe – si elle n'est pas un ultime jeu de passe-passe budgétaire – serait constituée de 3 millions d'euros en investissement destinés à l'équipement des lieux et de 3 millions servant à soutenir le fonctionnement de 130 structures labellisées et conventionnées.

**La ministre se moque de nous !** Nous demandons depuis des mois le refinancement du service public de la Culture confrontée à un effondrement des financements publics et la ministre de la Culture nous présente un plan, sous financé, sorti de nulle part sans aucun dialogue avec les organisations syndicales et d'employeurs du secteur. 6 millions d'euros c'est moins de 0,6 % du budget du ministère alloué à la création. Face aux 96 M€ coupés en 2024, aux 50 M€ de réserve de précautions coupés en 2025, l'annonce de Rachida Dati est un énième coup de com'.

Personne n'est dupe. Les coupes budgétaires massives qui se multiplient de la part de l'Etat et des collectivités territoriales se traduisent par un plan de licenciement massif pour nos professions. La situation est grave et ce n'est pas avec des miettes que la colère de nos professions va retomber.

Les professionnel·les du spectacle vivant comme de l'audiovisuel public sont mobilisé·es.

**Rachida Dati n'est pas la bienvenue à Avignon ! Stop à la casse de nos services publics !**

La CGT Spectacle revendique des garanties de la part du gouvernement dans le prochain projet de Loi de Finances pour l'année 2026 :

- Les programmes *131 Création* et *361 Transmission des savoirs* doivent être refinancés avec le rétablissement notamment des crédits supprimés en 2024 et 2025 ;
- L'inscription en crédits de paiement les 56 millions d'euros du Fonpeps et des 100 millions d'euros de la Part collective du Pass Culture

Et,

- L'organisation de conférences territoriales de refinancement permettant de mettre autour de la table l'État, les collectivités territoriales et les professionnel·les pour répondre aux besoins concrets résultant de la crise.
- L'abandon de la réforme de l'audiovisuel public.

**LA MOBILISATION RESTE RENFORCEE !**  
**RDV A AVIGNON LE 8 JUILLET A 19H30 DEVANT L'HOTEL DE VILLE**  
**POUR UN CONCERT MILITANT AVEC UN ORCHESTRE SYMPHONIQUE,**  
**UN CHŒUR, UNE FANFARE ET UN TUTTI POPULAIRE !**

Paris, le 07/07/2025